

Gouvernement économique La proposition du président français provoque des remous dans l'Union européenne

M^{me} Merkel demande des explications à M. Sarkozy

Le débat lancé par le président Sarkozy, depuis le Parlement européen, sur la gouvernance économique européenne s'est invité lors du sommet Europe-Asie qui s'est ouvert pour deux jours vendredi 24 octobre à Pékin. La chancelière allemande Angela Merkel a fait annoncer, jeudi, de Berlin par son porte-parole, Ulrich Wilhelm, qu'elle entendait « discuter » avec le chef de l'Etat français, en marge du sommet, des propositions, accueillies avec des sentiments mitigés outre-Rhin.

La rencontre n'était pas confirmée vendredi matin par l'Elysée, sans être exclue. La France, qui exerce la présidence de l'UE jusqu'à la fin de l'année, n'entend pas laisser retomber la balle. Un communiqué de Paris a annoncé jeudi la convocation d'un nouveau sommet informel des vingt-sept pays membres de l'UE, le temps d'un déjeuner à Bruxelles, pour préparer le sommet du G20 qui se tiendra le 15 novembre près de Washington sur l'assainisse-

ment du système financier mondial.

A Argonay (Haute-Savoie), jeudi, M. Sarkozy a confirmé qu'à ses yeux, les pays de la zone euro devaient avancer vers une sorte de « gouvernement économique » qui s'inscrirait « tout naturellement » dans la réunion régulière des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, instance dont il ambitionne de prendre la présidence jusqu'à 2010. L'ennui, c'est que ce qui est « naturel » pour les uns ne l'est pas toujours pour les autres. « Le président naturel » de l'Eurogroupe au niveau des dirigeants est le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président des ministres des finances de l'Eurogroupe, a expliqué jeudi le porte-parole de la Chancellerie.

Traditionnellement méfiante à l'égard de l'idée du gouvernement économique de la zone euro que les Français relancent périodiquement, l'Allemagne, brusquée par la nouvelle offensive de M. Sarkozy, hésite sur sa réaction. Derrière

les critiques pointe l'idée que le « nouvel homme fort de l'Europe » – selon le journal *Handelsblatt* – risque de ravir à l'Allemagne son leadership européen. Le quotidien des affaires fait remarquer que la politique européenne de M^{me} Merkel ne trouve plus, ces jours-ci, beaucoup d'audience.

Des risques

M. Sarkozy peut compter sur des sympathies parmi ceux qui souhaitent voir l'Europe aller de l'avant à la faveur de la crise. Le Parlement européen a voté, jeudi, une résolution jugeant que le sommet de la zone euro où a été élaboré le plan de sauvetage européen du système bancaire « appelle à un développement ultérieur ».

La démarche du président français comporte cependant aussi des risques. L'Elysée fait valoir que la présence de M. Sarkozy à la tête de l'Eurogroupe pendant les mois qui viennent serait une garantie contre les embardées possibles de la présidence tchèque de l'UE, au premier

semestre 2009, sur des terrains aussi cruciaux que la crise financière et les relations avec la Russie. La France ferait office, selon un conseiller de l'Elysée, « d'interlocuteur de contact », prêt à agir en cas de « sabotage » par les dirigeants tchèques eurosceptiques. L'Elysée note

que le gouvernement de Prague a été le seul à contester le plan de sauvetage des banques de la mi-octobre. Cette défiance suscite une réaction outragée à Prague. « Personne ne peut annuler la présidence tchèque. On ne peut pas changer les règles officielles du jeu sans que tout le mon-

de soit d'accord », s'est indigné Alexandre Vondra, le ministre chargé des affaires européennes, dans un communiqué. La proposition française équivaudrait, selon lui, à pratiquer un « pontage » en l'absence de « d'infarcitus ». ■

SERVICE EUROPE-FRANCE

Une semaine au cœur de la présidence française Avec Sarkozy, ça passe ou ça casse



Encore ! Encore ! Bis ! Puisqu'on lui demande si gentiment, Nicolas Sarkozy veut bien se sacrifier. Il avait la France, il aura l'Europe. Président en exercice de l'Union européenne (UE) pour six petits mois, le

héros de la crise en Géorgie et du plan européen de sauvetage des banques se propose de présider pour un an au moins un gouvernement de la zone euro. Qui ne tente rien n'a rien. Telle est sa devise.

Pour l'Elysée, le raisonnement est « tout naturel ». Qui dit gouvernement économique dit réunion de la zone euro, donc un chef, un vrai : Nicolas Sarkozy, naturellement. Les internautes du *Monde* s'enflamment : « On se croirait au seuil du 18 brumaire », écrit Gilles H. « 2 décembre 1851, euh pardon 2009 », renchérit Bernard A. Vous n'y êtes pas du tout, explique l'Elysée. « Le président n'a pas besoin d'un hochet ». Nicolas Sarkozy réunira l'Eurogroupe si nécessaire, au cas où les Tchèques, ces eurosceptiques qui présideront l'UE à partir du 1^{er} janvier, feraient du « sabotage ».

Telle est l'autre devise de Sarkozy : fonder au risque de fâcher tout le monde, puis se réconcilier avec eux, une fois l'objectif atteint, en distribuant des lots de consolation.

Carotte et bâton

Déjà consolés, les Belges et les Néerlandais, dont on a sauvé les banques. Bichonné depuis le début, l'Italien Berlusconi. Sarkozy ne se lasse pas de rappeler qu'il a été trois fois élu démocratiquement. Et le « Cavalière » peut bien laisser le Français caracoler à la tête de l'Eurozone : en 2009, l'Italie présidera le G8 et il pourra organiser dans sa luxueuse villa de Sardaigne les réunions des plus grands de ce monde.

Cajolé, l'Espagnol Zapatero, qui s'était vexé de n'avoir pas été

convié au « G4 », cette petite réunion de crise réservée aux quatre membres de l'UE et du G7. On lui laisse l'honneur d'appeler lui-même, sur le perron de l'Elysée, le 10 octobre, à une réunion en urgence de l'Eurogroupe deux jours plus tard. Et on le rebichonne encore : mercredi, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il plaiderait pour sa participation au sommet du 15 novembre sur la refondation du capitalisme mondial.

La carotte pour les forts, le bâton pour les faibles : c'est humain. Pan sur le bec du premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, qui encaisse les perfidies sur l'opacité du système bancaire. Pan sur le bec de la petite Irlande, que l'on menace de priver de son commissaire européen, comme le permet le traité de Nice, si celui de Lisbonne n'est pas ratifié. Seraient-ils vexés, les pays de l'élargissement, en zone non euro, de ne faire partie ni du G4, ni de l'Eurogroupe pour régler la crise financière qui les concerne ? Avec ces petits-là, pas de consolation. Ça passe ou ça casse.

Avec les Tchèques, ça pourrait bien casser. Ils apprécieront d'être soupçonnés de « saboteurs » potentiels et peuvent encore ne pas ratifier le traité de Lisbonne. Quant à Angela Merkel, certes paralysée par sa cohabitation et sa campagne électorale, elle n'a toujours pas eu sa carotte. En indiquant que « le président naturel » de l'Eurogroupe est Jean-Claude Juncker, son porte-parole est resté poli. ■

ARNAUD LEPARMENTIER
ET MARION VAN RENTERGHEM

Le fonds stratégique suscite le doute face à la récession

L'ANNONCE par le président de la République, jeudi 23 octobre, de la création d'un « Fonds stratégique d'investissement » (*Le Monde* du 24 octobre) géré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour « empêcher que les groupes industriels nationaux passent entre des mains étrangères » a suscité des réactions mitigées.

Ce fonds stratégique d'investissement n'est pas encore officiellement créé – pas avant la fin de l'année –, le montant de son capital n'est pas encore défini, et moins encore sa « doctrine d'investissement », mais l'Etat tient à informer les entreprises tricolores que leurs « besoins en fonds propres ne resteront pas sans réponse ». Si les demandes des entreprises excédaient la capacité d'intervention initiale du fonds, la CDC aura toute liberté d'emprunter ce qui lui manque sur les marchés.

Toutes les entreprises peuvent « dès aujourd'hui appeler la Caisse des dépôts et consignations, pour leur signifier d'éventuels besoins en capital », dit l'Elysée.

Aider l'automobile

Les craintes du gouvernement d'un assèchement de l'investissement sont telles que le futur Fonds ne se cantonnera pas aux PME. « Renault, Peugeot... seront

aussi éligibles », explique-t-on à l'Elysée. La Présidence accorde beaucoup d'attention à la filière automobile. « Aider les marques, peut par ricochet aider aussi les sous-traitants ».

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a salué jeudi 23, les mesures gouvernementales tout en émettant certaines réserves. « On peut se demander si elles sont à la hauteur de la situation », sous-entendu à la hauteur de la récession qui s'annonce. Le Medef ajoute qu'il faut que l'objectif du fonds « soit clairement défini et que les règles de la concurrence ne puissent être faussées ».

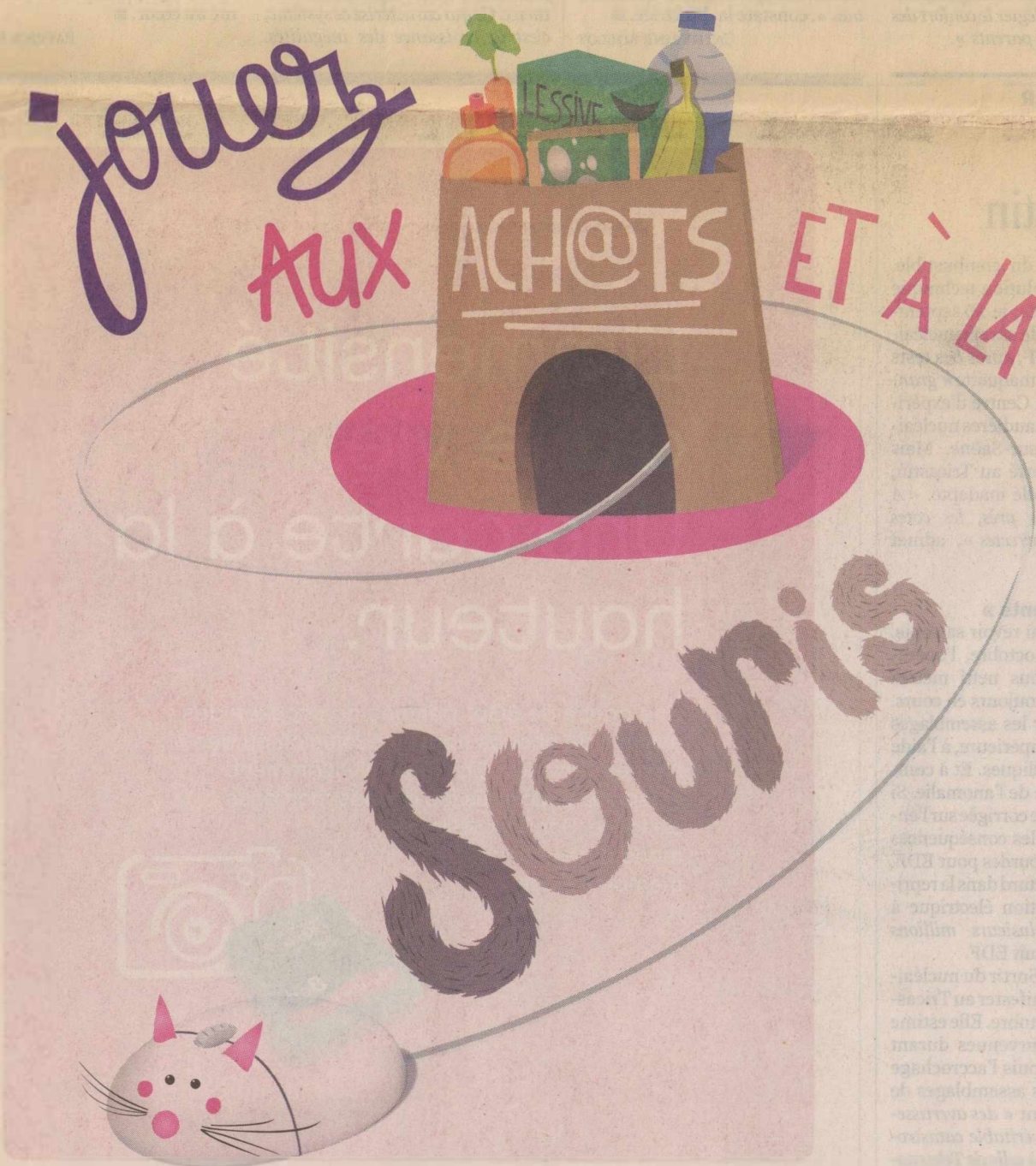
De son côté, l'économiste Elie Cohen estime que l'idée d'un fonds défenseur du patrimoine industriel national « est inadaptable. Le problème n'est pas de défendre des entreprises qui ne sont pas attaquées, mais de pourvoir à leur besoins de trésorerie. Des entreprises ferment parce que les banques n'assurent pas leur fonction, que les crédits revolving ne sont pas renouvelés et que le fonds de 320 milliards annoncé au début de la crise financière tarde à se mettre en place ». Quant à l'Allemagne, invitée à emboîter le pas des propositions du président français, elle n'a pas caché son agacement. ■

YVES MAMOU

NOUVEAU!

Vos courses en un clic sur

MONOPRIX.com



Nouveau ! Faites vos courses en ligne sur monoprix.com ! Retrouvez tous vos produits préférés : alimentation et boissons, hygiène et beauté, maison et loisirs, bébé... Votre première livraison est gratuite⁽¹⁾ et pour toute commande avant 14h⁽²⁾, recevez vos courses à domicile le jour même !

(1) à partir de 70 euros d'achat, (2) voir conditions sur le site monoprix.com

MONOPRIX

On fait quoi pour vous aujourd'hui ?